

**ROYAUME DU MAROC
AGENCE DU BASSIN HYDRAULIQUE DU SEBOU**



APPEL D'OFFRES OUVERT N° 35/ABHS/2021

**TRAVAUX DE MAINTENANCE PREVENTIVE DES OUVRAGES
DE GENIE CIVIL DES BARRAGES AIT MOULAY AHMED, MAKRACH, MICHLIFEN,
ETTINE, SEHB ELMERGA ET OULJET ESSOLTANE**

CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

**APPEL D'OFFRES RESERVE AUX PETITES ET MOYENNES
ENTREPRISES (PME)**

Octobre 2021

SOMMAIRE

CHAPITRE I : CAHIER DES PRESCRIPTIONS GENERALES	4
ARTICLE 01 : OBJET DU MARCHÉ ISSU DU PRÉSENT APPEL D'OFFRES	4
ARTICLE 02 : LOCALISATIONS DES LIEUX D'EXECUTIONS DES TRAVAUX DE MAINTENANCE PREVENTIVE	4
ARTICLE 03 : CONNAISSANCE DES LIEUX	4
ARTICLE 04 : LES DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHÉ ISSU DU PRÉSENT APPEL D'OFFRES	4
ARTICLE 05 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE ET DEFINITIF	5
ARTICLE 06 : CARACTERE GENERAL DES PRIX - PAIEMENT	5
ARTICLE 07 : PERSONNE CHARGÉE DU SUIVI DE L'EXECUTION DU MARCHÉ ISSU DU PRÉSENT APPEL D'OFFRES	5
ARTICLE 08 : DOMMAGES EN CAS D'ACCIDENT	5
ARTICLE 09 : SOUS-TRAITANCE	5
ARTICLE 10 : REVISION DES PRIX	6
ARTICLE 11 : FRAIS DE TIMBRES ET D'ENREGISTREMENT	7
ARTICLE 12 : ASSURANCES	7
ARTICLE 13 : RESILIATION DU MARCHÉ ISSU DU PRÉSENT APPEL D'OFFRES	7
ARTICLE 14 : LITIGES	7
ARTICLE 15 : MESURES COERCITIVES ET RESILIATION DU MARCHÉ	8
ARTICLE 16 : MODE DE REGLEMENT	8
ARTICLE 17 : DOMICILE DE TITULAIRE	8
ARTICLE 18 : NANTISSEMENT	8
ARTICLE 19 : RECRUTEMENT ET PAIEMENT DES OUVRIERS	9
ARTICLE 20 : DROITS DE TIMBRE	9
ARTICLE 21 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE, LA CORRUPTION ET LE CONFLIT D'INTERET	9
ARTICLE 22 : CAS DE FORCE MAJEURE	9
CHAPITRE II : CAHIER DES PRESCRIPTIONS PARTICULIERES	10
ARTICLE 23 : APPLICATION DES PRESCRIPTIONS PARTICULIERES	10
ARTICLE 24 : DELAI D'EXECUTION	10
ARTICLE 25 : PENALITES DE RETARD	10
ARTICLE 26 : VALIDITE DU MARCHÉ ISSU DU PRÉSENT APPEL D'OFFRES	10
ARTICLE 27 : RETENUE DE GARANTIE	10
ARTICLE 28 : RECEPTION PROVISOIRE, DELAI DE GARANTIE, RECEPTION DEFINITIVE	11
ARTICLE 29 : TEXTES GENERAUX REGLEMENTAIRES APPLICABLES	11
ARTICLE 30 : DELAI D'APPROBATION	12
ARTICLE 31 : CONFIDENTIALITE – PROTECTION DU SECRET	12
ARTICLE 32 : AUGMENTATION DANS LA MASSE DES TRAVAUX DE MAINTENANCE PREVENTIVE	12
ARTICLE 33 : DIMINUTION DANS LA MASSE DES TRAVAUX DE MAINTENANCE PREVENTIVE	13
ARTICLE 34 : CHANGEMENT DANS LES QUANTITES DU DETAIL ESTIMATIF	13
CHAPITRE III : CAHIER DES PRESCRIPTIONS TECHNIQUES	13
ARTICLE 35 : CONSISTANCE DES TRAVAUX DE MAINTENANCE PREVENTIVE	13
ARTICLE 36 : SECURITE DU PERSONNEL	14
ARTICLE 37 : MATERIEL A UTILISER	14
ARTICLE 38 : CARACTERE ET DEFINITION DES PRIX	15
CHAPITRE VI : BORDEREAU DES PRIX FORMANT DETAIL ESTIMATIF	17
ARTICLE 39 : BORDEREAU DES PRIX FORMANT DETAIL- ESTIMATIF	17
ANNEXE	19

Marché passé par appel d'offre ouvert N° 35/2021/ABHS en application de l'article 5, de l'alinéa 2, du paragraphe 1, de l'article 16, et du paragraphe 1 de l'article 17, et l'alinéa 3, du paragraphe 3, de l'article 17, du décret n° 2.12.349 du 8 jourmada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.

ENTRE

L'Agence du Bassin Hydraulique de Sebou à Fès représenté par son Directeur.
Désigné ci-après par le Maître d'Ouvrage (M.O) ou ABHS

D'UNE PART

ET

1. Cas d'une personne morale

M.qualité
Agissant au nom et pour le compte de.....en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés.

Au capital social Patente n°

Registre de commerce de Sous le n°

Affilié à la CNSS sous n°

Faisant élection de domicile au

Compte bancaire n° (*RIB sur 24 positions*).....ouvert auprès de.....

Désigné ci-après par le terme « Titulaire ».

D'UNE PART

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIV

2. cas de personne physique

M.
Agissant en son nom et pour son propre compte.

Registre de commerce de Sous le n°

Patente n° Affilié à la CNSS sous n°

Faisant élection de domicile au

Compte bancaire n°(*RIB sur 24 positions*).....ouvert auprès de.....

Désigné ci-après par le terme « Titulaire ».

D'UNE PART

IL A ETE ARRETEET CONVENU CE QUI SUIV

3. cas d'un groupement

Les membres du groupement soussignés constitués aux termes de la convention(les références de la convention)..... :

- Membre 1 :

M.qualité
Agissant au nom et pour le compte de.....en vertu des pouvoirs qui lui
sont conférés.
Au capital social Patente n°
Registre de commerce deSous le n°.....
Affilié à la CNSS sous n°
Faisant élection de domicile au
.....
Compte bancaire n°(RIB sur 24 positions).....
ouvert auprès de.....

- **Membre 2 :**

(Servir les renseignements le concernant)

-

-

- **Membre n :**

Nous nous obligeons (conjointement ou solidairement, selon la nature du groupement) ayant
M..... (prénom, nom et qualité) en tant que
mandataire du groupement et coordonnateur de l'exécution des prestation d'assistance et de suivi,
ayant un compte bancaire commun sous n°
(RIB sur 24 positions).....
ouvert auprès

Désigné ci-après par le terme « Titulaire ».

D'UNE PART

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIV

CHAPITRE I : CAHIER DES PRESCRIPTIONS GENERALES

ARTICLE 01 : OBJET DU MARCHE ISSU DU PRESENT APPEL D'OFFRES

Le marché issu du présent appel d'offres a pour objet les travaux de maintenance préventive des ouvrages de génie civil des barrages Ait Moulay Ahmed, Makrach, Michlifén, Ettine, Sehb El Merga et Ouljet Essoltane.

ARTICLE 02 : LOCALISATIONS DES LIEUX D'EXECUTIONS DES TRAVAUX DE MAINTENANCE PREVENTIVE

Les travaux de maintenance préventive objet du présent appel d'offre seront réalisés au niveau des barrages suivants :

N°	Barrage	Province	Centre le plus proche	Cordonnées	
				X	Y
1	Ait Moulay Ahmed	Ifrane	Amghase	491 065,00	305 799,00
2	Michlifén		Ben Smime	520 483,00	321 490,00
3	Makrach	Taounate	Ras El Oued	578 500,00	423 100,00
4	Ouljet Essoltane	Khemisset	Al Walja	454 900,00	339 850,00
5	Ettine	Ouazzane	Masmouda	470 647,00	456 053,00
6	Sehb El Merga	Boulemane	Ait Hamza	540 803,00	306 704,00

ARTICLE 03 : CONNAISSANCE DES LIEUX

Le Titulaire doit reconnaître ou faire reconnaître, l'emplacement et la difficulté des travaux de maintenance préventive à exécuter dans le cadre du marché issu du présent appel d'offres. Il est censé avoir une parfaite connaissance des lieux et des sujétions résultant des conditions du site. Le Titulaire ne pourra en aucun cas formuler de réclamations basées sur une connaissance insuffisante des lieux et des conditions locales d'exécution desdits travaux.

ARTICLE 04 : LES DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE ISSU DU PRESENT APPEL D'OFFRES

Les documents constitutifs du marché issu du présent appel d'offre sont ceux énumérés ci-après :

- L'acte d'engagement,
- Le présent Cahier des Prescriptions Spéciales (CPS) ;
- Le bordereau des prix formant détail estimatif,
- Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de Travaux (CCAG-T).

En cas de discordance ou de contradiction entre les documents constitutifs du marché issu du présent appel d'offre, autres que celles se rapportant à l'offre financière tel que décrit par le décret précité n° 2-12-349, ceux-ci prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés ci-dessus.

ARTICLE 05 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE ET DEFINITIF

Le cautionnement provisoire est fixé à la somme de quatre mille cinq cent dirhams (4.500,00 DH). Le cautionnement provisoire est restitué au titulaire du marché issu du présent appel d'offres selon les dispositions de l'article 19, paragraphe 1 du CCAG travaux.

Le montant du cautionnement définitif est fixé à Trois pour cent (3 %) du montant initial du marché issu du présent appel d'offres. Si le titulaire ne réalise pas le cautionnement définitif dans un délai de 20 jours à compter de la date de la notification de l'approbation du marché issu du présent appel d'offres, le montant du cautionnement provisoire fixé ci-dessus reste acquis à l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou.

Le cautionnement définitif sera restitué, sauf les cas d'application des articles 79 et 80 du CCAG Travaux, ou la caution qui le remplace est libérée à la suite d'une mainlevée délivrée par le maître d'ouvrage conformément aux dispositions de l'article 19, paragraphe 2 du CCAG applicable aux marchés des travaux.

ARTICLE 06 : CARACTERE GENERAL DES PRIX - PAIEMENT

Les prix du marché issu du présent appel d'offres comprenant le bénéfice ainsi que tous les droits, impôts, taxes, frais généraux, faux frais et d'une façon générale, toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe pour la réalisation des travaux de maintenance préventive prévus audit marché dont le titulaire est réputé avoir estimé les difficultés et risques.

Les paiements se feront sur décomptes établis après chaque intervention de maintenance préventive des ouvrages sur présentation des factures et attachements, des travaux précités, signés contradictoirement avec le MO.

ARTICLE 07 : PERSONNE CHARGEE DU SUIVI DE L'EXECUTION DU MARCHE ISSU DU PRESENT APPEL D'OFFRES

Le suivi de l'exécution du marché issu du présent appel d'offres est confié à un fonctionnaire désigné par le Maître d'Ouvrage. Le nom ou la qualité et les tâches confiées à cette personne seront notifiés au titulaire par ordre de service.

ARTICLE 08 : DOMMAGES EN CAS D'ACCIDENT

En aucun cas, le MO ne sera responsable des dommages ou indemnités légales payables en cas d'accidents.

Le titulaire du marché issu du présent appel d'offres doit, avant tout commencement des travaux de maintenance préventive, adresser à l'Agence les attestations d'assurance qui doivent couvrir les risques inhérents à l'exécution du marché issu du présent appel d'offres conformément à l'article 25 du CCAG-T.

Aucun paiement ne sera effectué tant que le titulaire n'aura pas rempli ces obligations et fourni les attestations énumérées au décret précité.

ARTICLE 09 : SOUS-TRAITANCE

Si le Titulaire envisage de sous-traiter une partie du marché issu du présent appel d'offres, il doit notifier au maître d'ouvrage :

- L'identité, la raison ou la dénomination sociale, et l'adresse des sous-traitants ;

- Le dossier administratif des sous-traitants, ainsi que leurs références techniques et financières ;
- La nature des prestations et le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter ;
- Le pourcentage desdites prestations par rapport au montant du marché issu du présent appel d'offres ;
- Une copie certifiée conforme du contrat de sous-traitance.

La sous-traitance ne peut en aucun cas dépasser cinquante pour cent (50%) du montant du marché issu du présent AO ni porter sur le lot ou le corps d'état principal dudit marché.

Les sous-traitants doivent satisfaire aux conditions requises des concurrents à l'article 24 du décret 2-12-349 du 20 mars 2013 relatif aux marchés publics.

Le titulaire du marché issu du présent appel d'offres est tenu, lorsqu'il envisage de sous-traiter une partie dudit marché, de la confier à des prestataires installés au Maroc et notamment à des petites et moyennes entreprises conformément à l'article 158 de décret précité n° 2-12-349.

Le titulaire du marché issu du présent appel d'offres demeure personnellement responsable de toutes les obligations résultant dudit marché tant envers le maître d'ouvrage que vis-à-vis des ouvriers et des tiers. Le maître d'ouvrage ne se reconnaît aucun lien juridique avec les sous-traitants.

ARTICLE 10 : REVISION DES PRIX

En application de l'article 12 § 2 du décret n°2-12-349 du 8 Joumada I 1434 (20 Mars 2013) et de l'article 54 du CCAG-T et de l'Arrêté du Chef de Gouvernement n°3-302-15 du 15 Safar 1437 (27 novembre 2015) fixant les règles et les conditions de la révision des prix des marchés publics.

Les prix objet du marché issu du présent appel d'offres seront révisables par application de la formule suivante :

$$\frac{P}{P_0} = \left(0.15 + 0.85 * \frac{S}{S_0} \right) \left\{ \frac{100 + T_i}{100 + T_{i_0}} \right\}$$

Dont :

P : est le montant hors taxe révisé des travaux objet du marché issu du présent AO ;
P₀ : le montant initial hors taxe des travaux précités ;

Les index "S", "Ti" sont ceux de la liste des index publiés chaque mois par le Ministère de l'Equipeement, conformément aux dispositions de la circulaire 5.038 TP du 09 DECEMBRE 1953, et des circulaires qui l'ont modifiée ou complétée, notamment les circulaires 5.038 TP. bis (IB.3.087) du 20 JUIN 1960, 6.011 TP du 02 MARS 1962 et §B 3/7 du 22 FEVRIER 1972.

Les indices "o" représentent la valeur de ces mêmes index représentatifs des salaires et fournitures du mois N de la remise des offres.

Les index publiés par le Ministère de l'Equipeement sont établis hors taxe, droits de douanes compris pour les produits importés.

Les prix sont révisés au mois d'exécution des travaux. Toutefois, à l'établissement d'un décompte, les prix sont révisés provisoirement par l'application des derniers indices connus. La

régularisation des révisions se fera au fur et à mesure de l'apparition des index correspondant au mois d'exécution des travaux.

Le résultat final du coefficient de révision des prix est arrêté à la quatrième décimale.

La définition de chacun des index de la formule de révision ci-dessus est donnée ci-après :

S_0 : est la valeur de l'index des **salaires** au mois de la remise des offres.
 S : est la valeur de l'index des salaires du mois de la date de l'exigibilité de la révision.
 T_i et T_0 : étant le taux de la TVA applicable au type de marché à la date d'exigibilité de la révision.

La révision des prix sera appliquée aux travaux qui restent à exécuter à partir de la date de variation des index constatée par les décisions prises à cet effet par le ministre chargé de l'équipement.

ARTICLE 11 : FRAIS DE TIMBRES ET D'ENREGISTREMENT

Les frais de timbres et d'enregistrement sont à la charge du Titulaire.

ARTICLE 12 : ASSURANCES

Avant tout commencement des travaux de maintenance préventive objet du marché issu du présent appel d'offres, le titulaire doit adresser au Maître d'Ouvrage les copies des polices d'assurances qu'il doit souscrire et qui doivent couvrir les risques inhérents à l'exécution du marché issu du présent appel d'offres, à savoir celles se rapportant :

- aux véhicules
- aux accidents de travail
- à la responsabilité civile
- aux dommages à l'ouvrage et ceci conformément aux conditions et spécifications de l'article 25 du CCAG-T.

Aucun paiement ne sera effectué tant que le titulaire n'aura pas rempli ces obligations et fourni les attestations énumérées au décret précité.

ARTICLE 13 : RESILIATION DU MARCHE ISSU DU PRESENT APPEL D'OFFRES

La résiliation du marché issu du présent appel d'offres peut être prononcée dans les conditions et modalités prévues par l'article 159 du décret n° 2.12.349 du 20 mars 2013 relatif aux marchés publics et celles prévues aux articles 28, 33, 36, 47 à 52, 58, 65, 69, 70, et 79 du CCAG-Travaux.

La résiliation du marché issu du présent appel d'offres ne fera pas obstacle à la mise en œuvre de l'action civile ou pénale qui pourrait être intentée au titulaire du marché en raison de ses fautes ou infractions.

ARTICLE 14 : LITIGES

Si, en cours d'exécution du marché issu du présent appel d'offres, des différends surviennent avec le titulaire, les parties s'engagent à régler ceux-ci dans le cadre des stipulations des articles 81, 82, 83 et 84 du CCAG-Travaux.

Les litiges éventuels entre le maître d'ouvrage et le titulaire sont soumis aux tribunaux compétents.

ARTICLE 15 : MESURES COERCITIVES ET RESILIATION DU MARCHÉ

En cas de résiliation du marché issu du présent appel d'offres, il sera fait application des dispositions contractuelles conformément aux articles 69, 79 et 80 du C.C.A.G-T des mesures coercitives.

ARTICLE 16 : MODE DE REGLEMENT

Le règlement des travaux de maintenance préventive réalisés sera effectué sur la base des décomptes établis par le maître d'ouvrage en application des prix du bordereau des prix - détail estimatif aux quantités réellement exécutées, déduction faite de la retenue de garantie, le cas échéant.

Le montant de chaque décompte est réglé au titulaire après réception par le maître d'ouvrage de tous les métrés, attachements, situations et pièces justificatives nécessaires à sa vérification.

Seules sont réglées les travaux prescrits par le présent cahier des prescriptions spéciales ou par ordre de service notifié par le maître d'ouvrage.

Sur ordre du maître d'ouvrage, les sommes dues au titulaire seront versées au compte bancaire N° ouvert d auprès de

ARTICLE 17 : DOMICILE DE TITULAIRE

Toutes les correspondances relatives au marché issu du présent appel d'offres sont valablement adressées au domicile du Titulaire élu :

En cas de changement de domicile, le titulaire est tenu d'en aviser le maître d'ouvrage dans un délai de 15 jours suivant ce changement.

ARTICLE 18 : NANTISSEMENT

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement, il sera fait application des dispositions du dahir du 19 Février 2015 relatif au nantissement des marchés publics, étant précisé que :

- La liquidation des sommes dues par l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou, en exécution du marché issu du présent appel d'offres sera opérée par les soins de M. Directeur de l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou.
- Le fonctionnaire, chargé de fournir au titulaire du marché issu du présent appel d'offres ainsi qu'au bénéficiaire des nantissemments ou subrogations les renseignements et états prévus à l'article 7 du dahir du 19 Février 2015, est M. le Directeur de l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou.
- Les paiements prévus au marché issu du présent appel d'offres seront effectués par le Trésorier Payeur l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou, seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du titulaire du marché précité.

Le MO délivre sans frais, au titulaire, sur sa demande et contre récépissé, un exemplaire spécial du marché issu du présent appel d'offres portant la mention "exemplaire unique" et

destiné à former titre conformément aux dispositions du dahir du 19 Février 2015 relatif au nantissement des marchés publics.

Les frais de timbre de l'original du marché précité et de « l'exemplaire unique » remis au titulaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 19 : RECRUTEMENT ET PAIEMENT DES OUVRIERS

Les formalités de recrutement et de paiement des ouvriers sont celles prévues par les dispositions de l'article 23 du CCAG-Travaux.

ARTICLE 20 : DROITS DE TIMBRE

Conformément à l'article 7 du CCAG applicable aux marchés de travaux, le titulaire doit acquitter les droits de timbre dus au titre du marché issu du présent appel d'offres, tels que ces droits résultent des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 21 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE, LA CORRUPTION ET LE CONFLIT D'INTERET

Le titulaire ne doit pas recourir par lui-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption des personnes qui interviennent, à quelque titre que ce soit, dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du marché issu du présent appel d'offres.

Le titulaire ne doit pas faire, par lui-même ou par personne interposée, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion d'un marché et lors des étapes de son exécution.

Le titulaire ne doit pas être en situation de conflit d'intérêt.

Les dispositions du présent article s'appliquent à l'ensemble des intervenants dans la réalisation du marché issu du présent appel d'offres

ARTICLE 22 : CAS DE FORCE MAJEURE

Conformément aux prescriptions de l'article 47 du Cahier des Clauses Administratives Générales - Travaux, notamment son alinéa 2 et en cas de survenance d'un événement de force majeure tel que défini par les articles 268 et 269 du dahir du 9 ramadans 1331 (12 août 1913) formant code des obligations et contrats, le titulaire a droit à une augmentation raisonnable du délai d'exécution.

Par cas de force majeure, il y a lieu d'entendre toutes les circonstances de caractère extraordinaire (insurmontable et imprévisible) que les deux parties ne pouvaient prévoir au cours de l'exécution du marché issu du présent appel d'offres.

Les cas de Force Majeure comprenant notamment :

- Les tremblements de terre dont l'intensité sur le site est 7 degré sur l'échelle de Richter ;
- La neige d'une épaisseur dépassant 20 cm ;
- Des précipitations de pluie dépassant 100 mm ;
- Le vent d'une vitesse dépassant 150km/h.

La partie qui invoquera les circonstances considérées comme cas de force majeure devra en

informer, immédiatement par lettre recommandée au plus tard 7 jours après leur parution, l'autre partie, en précisant la date où commencent ces circonstances et la date où elles finissent.

A l'apparition de telle circonstance, le M.O et le titulaire conviendront de toutes les mesures adéquates à prendre. Les délais d'exécution du marché issu du présent appel d'offres seront prolongés d'une durée égale à celle pendant laquelle se seront manifestées les circonstances de force majeure.

CHAPITRE II : CAHIER DES PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

ARTICLE 23 : APPLICATION DES PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

Les prescriptions particulières qui suivent, complètent les prescriptions générales. Dans tous les cas où les dispositions se contrediront, les dispositions ci-après prévaudront sur celles des prescriptions générales.

ARTICLE 24 : DELAI D'EXECUTION

Le délai d'exécution pour l'ensemble des travaux de maintenance préventive est fixé à Douze (12) mois à partir de la date de commencement figurée sur l'ordre de service de commencement des travaux.

Les travaux de maintenance préventive objet du marché issu de cet appel d'offres seront réalisés selon la fréquence fixée par le MO par barrage et selon un calendrier préparé par le titulaire et approuvé par le MO. Lesdits travaux de chaque intervention seront réalisés dans un délai qui ne dépasse pas deux mois pour tous les barrages à partir des dates convenues. Le calendrier devra être signé conjointement par les deux parties.

ARTICLE 25 : PENALITES DE RETARD

Le titulaire est tenu de réaliser les travaux précités dans les délais prescrits par l'Agence selon les modalités indiquées ci-dessus dans l'article 17, à défaut il lui sera appliqué une pénalité égale au millième (1 ‰) du montant du marché issu du présent appel d'offres par jour de retard.

Le montant des pénalités est déduit d'office des décomptes des sommes dues au titulaire plafonné à 8% (huit pour cent) du montant initial du marché issu du présent appel d'offres, et ce conformément à l'article 65 du C.C.A.G-T.

Lorsque le plafond des pénalités est atteint, l'autorité compétente est en droit de résilier le marché issu du présent appel d'offres après mise en demeure préalable et sans préjudice de l'application des mesures coercitives prévues par les articles 79 et 80 du CCAG-Travaux.

ARTICLE 26 : VALIDITE DU MARCHE ISSU DU PRESENT APPEL D'OFFRES

Le marché issu du présent appel d'offres ne sera valable, définitif et exécutoire qu'après son approbation par le Directeur de l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou et son visa par le Contrôleur d'Etat.

ARTICLE 27 : RETENUE DE GARANTIE

Une retenue de garantie sera prélevée sur les décomptes. Elle est égale à dix pour cent (10 %) du montant de chaque acompte.

Elle cessera de croître lorsqu'elle atteindra sept pour cent (7%) du montant initial du marché issu du présent appel d'offres augmenté le cas échéant, du montant des avenants.

La retenue de garantie peut être remplacée, à la demande du titulaire, par une caution personnelle et solidaire constituée dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

La retenue de garantie est restituée, ou la caution qui la remplace est libérée, selon les dispositions de l'article 19 du C.C.A.G-T.

ARTICLE 28 : **RECEPTION PROVISOIRE, DELAI DE GARANTIE, RECEPTION DEFINITIVE**

La réception provisoire sera prononcée à l'achèvement des travaux de maintenance préventive par un procès-verbal, établi et signé conjointement par le représentant du MO et le titulaire du marché issu du présent appel d'offres.

Un procès-verbal de réception définitive sera prononcé trois (3) mois après la date de la réception provisoire correspondant à l'achèvement global du marché issu du présent appel d'offres, conformément à l'article 76 et 77 du C.C.A.G-T.

ARTICLE 29 : **TEXTES GENERAUX REGLEMENTAIRES APPLICABLES**

Le Titulaire est soumis aux obligations des textes généraux réglementaires suivants :

- a. L'arrêté portant organisation financière et comptable **des agences des bassins hydrauliques** n°2-11O4/DE/SPC du 8 mars 2005 ;
- b. Le Décret n° 2.12.349 du 8 jourmada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux **marchés publics**,
- c. Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux **marchés de travaux** exécutés pour le compte de l'Etat, approuvé par le Décret n° 2-14-394 du 6 Chaabane 1437 (13 Mai 2016).
- d. Décret n 2.14.272 du 14 mai 2014 relatif aux **avances** en matière de marchés publics ;
- e. **Code général des impôts** ;
- f. Le dahir n° 1-03-194 du 14 Rajeb 1424 (11 septembre 2003) portant promulgation de la loi n°65-99 relative au **code du travail**,
- g. Circulaire n°72/CAB du 26 Novembre 1992 d'application du Dahir n° 1.56.211 du 211 du 11 décembre 1956 relatif aux **garanties pécuniaires exigées** des soumissionnaires ou adjudicataires de marchés publics,
- h. L'arrêté du chef du gouvernement n°3-302-15 (27 Novembre 2015) fixant les règles et les conditions de **révision des prix** des marchés publics,
- i. Le dahir du 19 Février 2015 relatif au **nantissement**, tel qu'il a été modifié et complété,
- j. Le décret n ° 2-16-344 du 17 Chaoual 1437 (22 Juillet 2016) fixant les **délais de paiements et les intérêts moratoires** relatif aux commandes publiques ;
- k. Les textes législatifs et réglementaires concernant **l'emploi et les salaires de la main d'œuvre** et notamment le Dahir no 2-72-051 du 15 Janvier 1972 portant revalorisation des salaires minimum interprofessionnels garantis et le décret n° 2-79-216 du 10 Jourmada II 1399 (7 Mai 1979) portant revalorisation du salaire minimum dans l'industrie, le commerce, les professions libérales et l'agriculture,

I. Les Dahirs du 25 Juin 72, des 15 Mars et 21 Mai 1963 relatifs aux **accidents prévus par la législation du travail.**

Tous les textes législatifs et réglementaires concernant l'emploi, les salaires de la main d'œuvre particulièrement le décret royal n°2.73.685 du 12 kaâda 1393 (08 Décembre 1973) portant revalorisation du salaire minimum dans l'industrie, le commerce, les professions libérales et l'agriculture.

En outre, le titulaire devra se procurer de ces documents s'ils ne sont pas en sa possession et ne pourra en aucun cas exciper l'ignorance de ceux-ci pour se dérober des obligations qui y sont contenues.

En cas de modification, dans les textes concernés, le titulaire se référera aux plus récents d'entre eux.

Si les textes généraux présentent des clauses contradictoires, le titulaire devra se conformer au plus récent d'entre eux

ARTICLE 30 : DELAI D'APPROBATION

Conformément à l'article 153 du décret n° 2.12.349 du 08 Joumada1 1434 (20 Mars 2013), le titulaire déclaré attributaire ne sera libre de renoncer à son offre que si l'approbation du marché issu du présent appel d'offres ne lui est pas notifiée dans un délai de 75 jours à compter de la date fixée pour l'ouverture des plis, les conditions de prorogation de ce délai sont fixées par les dispositions des articles 33 et 153 du décret n° 2.12.349 précité.

ARTICLE 31 : CONFIDENTIALITE – PROTECTION DU SECRET

Le titulaire s'engage à garder strictement confidentielle toute information ou donnée ou élément de toute nature, relative à l'ABHS, qu'il a recueillie et qu'il a produite directement ou indirectement à l'occasion du marché issu du présent appel d'offres. Il est tenu de prendre toutes les mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations, documents, données ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à les connaître et met en œuvre les moyens pour conserver la confidentialité de ceux-ci, et ce, pendant toute la durée du marché précité et après son achèvement. Il s'engage également à ne pas reproduire ou utiliser les informations confidentielles quelles qu'en soient leurs finalités.

Protection des données à caractère personnel : le titulaire est tenu au respect des règles de la loi 08-09 relatives à la protection des données à caractère personnel, auxquelles il a accès pour les besoins de l'exécution du marché issu du présent appel d'offres. Le titulaire doit informer ses cotraitants ou sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché précité et doit s'assurer du respect de ces obligations. Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci. A l'échéance du contrat, le Titulaire s'engage soit à détruire, soit à remettre au Maître d'Ouvrage l'ensemble des données encore en sa possession.

ARTICLE 32 : AUGMENTATION DANS LA MASSE DES TRAVAUX DE MAINTENANCE PREVENTIVE

Conformément à l'article 57 du C.C.A.G-T, le titulaire est tenu de mener à son terme la réalisation des travaux de maintenance préventive faisant l'objet du marché issu du présent appel d'offres, tant que l'augmentation de la masse des travaux qui peut résulter de sujétions techniques ou d'insuffisance des quantités prévues dans le marché précité n'excède pas dix

pour cent (10%) de la masse initiale desdits travaux. Le titulaire est censé connaître parfaitement, en cas d'augmentation dans la masse des travaux, les dispositions des paragraphes indiquées dans l'article 57 du C.C.A.G-T.

ARTICLE 33 : DIMINUTION DANS LA MASSE DES TRAVAUX DE MAINTENANCE PREVENTIVE

Conformément à l'article 58 du C.C.A.G-T, le titulaire ne peut élever aucune réclamation tant que la diminution dans la masse des travaux de maintenance préventive n'excède pas vingt-cinq pour cent (25%) la masse initiale desdits travaux.

ARTICLE 34 : CHANGEMENT DANS LES QUANTITES DU DETAIL ESTIMATIF

Conformément à l'article 59 du C.C.A.G-T et en cas de modifications des quantités relatives à un ou plusieurs prix unitaires du détail estimatif, en raison de sujétions techniques, surestimation ou sous-estimation desdites quantifiés, le titulaire doit poursuivre l'exécution des travaux de maintenance préventive. Toutefois, le titulaire est tenu d'aviser, par écrit, le maître d'ouvrage lorsque les deux conditions suivantes sont réunies :

- La variation des quantités relatives à un ou plusieurs prix unitaires du détail estimatif dépasse en plus ou en moins cinquante pour cent (50%) de celle prévue initialement dans le détail estimatif ;
- le montant correspondant à la nouvelle quantité des travaux réellement exécutés, du fait de cette variation, représente plus de dix pour cent (10%) du montant initial du marché issu du présent appel d'offres.

CHAPITRE III : CAHIER DES PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

ARTICLE 35 : CONSISTANCE DES TRAVAUX DE MAINTENANCE PREVENTIVE

Les travaux à effectuer dans le cadre du marché issu du présent appel d'offres consistent en la réalisation des travaux de maintenance préventive des ouvrages de génie civil des barrages et concernent :

1. le désherbage des corps des barrages,
2. le recalibrage des tronçons des oueds situés à l'aval immédiat des barrages et le curage des tronçons des oueds envasés,
3. le dégagement des déblais résultants de glissements de terrain,
4. le curage et nettoyage conformément aux bordereaux des prix :
 - des parements amont et aval du corps du barrage (en terre ou en béton),
 - du couronnement du barrage,
 - des chambres des vannes, des locaux techniques et bureaux administratifs,
 - des chambres d'auscultation,
 - des ouvrages d'assainissement du barrage (Caniveaux, buses, regards, etc),
 - des galeries du barrage,
 - des coursiers et cuillères des évacuateurs de crues,
 - des chenaux des vidanges de fond et des prises d'eau,
 - des bassins de dissipation,
 - des voies d'accès au barrage,
 - des lits des oueds à l'aval immédiat des barrages,

Ces travaux seront réalisés au niveau de chaque barrage selon un calendrier qui sera convenu avec le MO (Voir article n° 24). Le titulaire effectuera des visites préliminaires au niveau de chaque barrage avant l'intervention de la maintenance préventive pour apprécier la masse des travaux y afférents et ajuster les moyens à mobiliser.

Le titulaire déléguera le personnel avec l'effectif nécessaire pour réaliser l'ensemble des travaux de maintenance préventive pendant une ou deux semaines.

A l'achèvement des travaux de maintenance préventive de chaque intervention/barrage, une réception provisoire sera dressée en contradictoire avec le MO qui donnera lieu au paiement Des travaux exécutés au niveau dudit barrage.

ARTICLE 36 : SECURITE DU PERSONNEL

Il sera fait application des dispositions prévues par l'article 33 du CCAG-T. Le titulaire devra fournir à son personnel le matériel nécessaire pour la sécurité et instaurer le respect des consignes de sécurité. Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'arrêter les travaux de maintenance préventive si les conditions de sécurité ne sont pas assurées ; tout retard qui en résulterait ne donnera droit à aucune réclamation.

Le titulaire doit à sa charge entre autre :

- Disposer, dans son chantier, de produits pharmaceutiques nécessaires aux premiers soins,
- Assurer un gardiennage permanent dans le chantier pendant réalisation de l'intervention demandée par le MO,
- Equiper son personnel de moyens de protection tels que : casques, souliers de protection, bottes gants etc....,
- Interdire l'accès au public,
- Déposer les gravats et débris au voisinage des constructions et procéder à leur évacuation dans des lieux appropriés,
- Procéder au nettoyage régulier du chantier,

Il est à signaler que les travaux de maintenance préventive objet du marché issu du présent appel d'offres concernant des travaux qui s'exécutent généralement en hauteur ou dans des zones à haut risque de chute ce qui expose la vie des personnes y travaillant à des dangers. Aussi, le titulaire est censé mettre à la disposition de son personnel tous les moyens nécessaires pour assurer leur protection et leur sécurité.

ARTICLE 37 : MATERIEL A UTILISER

Les moyens à employer pour réaliser les travaux de maintenance préventive objet du présent appel d'offres sont généralement :

- les produits de nettoyage, la main d'œuvre ordinaire et du matériel tels que les faucilles, les brouettes, les pelles, les burins, les sapes, les pioches, les râpeaux, les tuyaux, les seaux, les raclettes, les serpillières, les chiffons, les échelles à différentes hauteur, les pompes, les compresseurs, les marteaux piqueurs, camions et tout matériel ou petit matériel nécessaire à l'exécution des travaux de maintenance préventive objet du marché issu du présent appel d'offres,
- Les moyens de terrassement tels que les pelles, chargeurs et camions pour les travaux de déblais de masse faisant partie des travaux de maintenance préventive.

ARTICLE 38 : CARACTERE ET DEFINITION DES PRIX

Les travaux de maintenance préventive, objet du marché issu du présent appel d'offres, sont exécutés selon les délais fixés par l'article 24 ci-dessus par intervention au niveau de chaque barrage.

On entend par intervention, tous les travaux de maintenance préventive objet des prix du présent CPS n° 2, 3, 4, 5, 6 et 7 réalisés pendant les deux mois fixés par l'article 24 précité.

Les prix ci-après n°2, 3, 4, 5, 6 et 7 sont rémunérés par intervention et les prix n°1 et 8 sont réglés aux unités fixés au bordereau des prix du présent CPS.

Prix n° 1 : Curage et nettoyage des voies d'accès

Ce prix rémunère, au mètre linéaire, les travaux de curage et nettoyage de tous les ouvrages de drainage et d'évacuation des eaux de toutes les voies d'accès au barrage (fossé en béton et en terre, buse, regards, Dalot etc...) quelle que soient leurs dimensions selon les instructions du MO.

Il concerne :

- L'enlèvement de la végétation et des dépôts solides entraînés par les eaux,
- L'extraction des sédiments et des charriages existant dans les ouvrages précitées,
- Le transport par chargement, des déchets et déblais à une décharges publiques plus loin de l'enceinte du barrage, ou vers un endroit indiqué par le MO.

Prix n° 2 : Curage et nettoyage des ouvrages d'évacuation des eaux

Ce prix rémunère, à l'intervention, les travaux de curage et nettoyage de tous les ouvrages de drainage et d'évacuation des eaux au niveau du corps du barrage et à l'extérieur (coursier et cuillère de l'évacuateur de crues, caniveaux, cunettes, regards, puisards, etc...).

Il concerne l'enlèvement de la végétation et des dépôts solides entraînés par les eaux et leur transport à la décharge.

Prix n° 3 : Nettoyage des galeries

Ce prix rémunère, à l'intervention, les travaux de nettoyage de toutes les galeries du barrage quelque soient leurs longueurs. On entend par galerie : les galeries de vidange de fond, les galeries de visite d'inspection, les galeries d'accès aux chambres, les galeries d'injection et de drainage.

Le nettoyage des galeries à l'eau sous pression comprend également l'extraction de la calcite et de toute sorte de saleté qui se trouve au niveau des radiers, voiles et voûtes des galeries, le long des caniveaux d'évacuation des eaux et dans les regards.

Prix n° 4 : Désherbage des corps des barrages en terre

Ce prix rémunère, à l'intervention, les travaux de désherbage des talus amont et aval et de la crête des barrages en terre Makrach et Ettine. Il consiste en :

- La coupe et incinération des végétations par des moyens appropriés qui poussent sur les parements et les abords des corps des barrages et leurs ouvrages annexes et les transporter à l'extérieur des enceintes des barrages,

- La coupe et élagage des arbres qui poussent sur les abords des barrages au niveau des rives, des accès aux différentes zones et ouvrages des barrages et les transporter hors des enceintes des barrages.

Le titulaire est sensé pulvériser également sur les parements amont et aval et sur le couronnement après la 1ère intervention, un désherbant pour éviter la poussée des arbustes. Les caractéristiques de ce désherbant type Ground Up (Glyphosate) ou similaire doivent être soumises à l'approbation du MO avant toute utilisation. Il doit être utilisé conformément à la notice du fabricant. Le personnel du titulaire devra être muni de tous les équipements nécessaires pour éviter tout risque de contamination.

Prix n° 5 : Nettoyage des corps des barrages en béton

Ce prix rémunère, à l'intervention, les travaux de nettoyage des corps des barrages en béton Ait Moulay Ahmed, Michlifen, Seb El Merga et Ouljet Essoltane, y compris le grattage et l'enlèvement des dépôts sur les parements amont et aval des barrages

Le nettoyage doit se faire à l'eau sous pression, le grattage et le nettoyage des dépôts de poussière, de vase et de saleté sur les gradins des barrages. Les saletés et vases doivent être évacuées loin des barrages.

Prix n° 6 : Nettoyage des bureaux administratifs et locaux techniques des barrages

Ce prix rémunère, à l'intervention, les travaux de nettoyage à l'eau et dépoussiérage des bureaux et locaux techniques et leurs accès au niveau des barrages tels que : les bureaux administratifs, les magasins, les chambres d'auscultation, les chambres des vannes, les chambres de commande des vannes de vidange de fond, de l'évacuateur de crues et des prises d'eau et tout local technique lié au barrage.

Il comprend également le dépoussiérage et le nettoyage au chiffon imbibé d'eau et de détergeant de tous les équipements installés dans ces locaux.

Prix 7 : Débroussaillage et nettoyage du bassin amortisseur

Ce prix rémunère, à l'intervention, le débroussaillage et nettoyage du bassin amortisseur en aval du barrage sur des zones indiquées par le MO. Il consiste à l'extraction des sédiments, végétations, arbustes présents dans le bassin amortisseur, et leurs transport par chargement dans des camions, des déchets et déblais à une décharges publiques plus loin de l'enceinte du barrage.

Prix n° 8 : Déblais en terrain de toute nature

Ce prix rémunère, au mètre cube, les déblais de recalibrage des oueds à l'aval des barrages, le curage des canaux existants et d'évacuation des glissements et de dégagement des chutes de pierres et éboulis de pente des voies d'accès aux barrages. Le volume des déblais à prendre en compte résulte de l'établissement d'une estimation justifiée en contradictoire entre le MO et le titulaire avant la réalisation des travaux des déblais faisant partie des travaux de maintenance préventive. Elle fera l'objet d'un procès-verbal signé par les deux parties.

CHAPITRE VI : BORDEREAU DES PRIX FORMNT DETAIL ESTIMATIF

ARTICLE 39 : BORDEREAU DES PRIX FORMANT DETAIL- ESTIMATIF

Prix n°	Désignation des barrages		U	Qte	Prix Unitaire	Prix Total
					DH (H TVA)	DH (H TVA)
1	Curage et nettoyage des voies d'accès					
	1.1	Barrage Michlifen	ML	600		
	1.2	Barrage Ouljet Essoltane	ML	1500		
	1.3	Barrage Sehb El Merga	MI	1000		
2	Curage et nettoyage des ouvrages d'évacuation des eaux					
	2.1	Barrage Ait Moulay Ahmed	Intervention	2		
	2.2	Barrage Makrach	Intervention	2		
	2.3	Barrage Michlifen	Intervention	2		
	2.4	Barrage Ettine	Intervention	2		
	2.5	Barrage Ouljet Essoltane	Intervention	3		
	2.6	Barrage Sehb El Merga	Intervention	2		
3	Nettoyage des galeries					
	3.1	Barrage Ait Moulay Ahmed	Intervention	2		
	3.2	Barrage Michlifen	Intervention	2		
	3.3	Barrage Ouljet Essoltane	Intervention	3		
	3.4	Barrage Sehb El Merga	Intervention	2		
4	Désherbage des corps des barrages en terre					
	4.1	Barrage Makrach	Intervention	2		
	4.2	Barrage Ettine	Intervention	2		
5	Nettoyage des corps des barrages en béton					
	5.1	Barrage Ait Moulay Ahmed	Intervention	2		
	5.2	Barrage Michlifen	Intervention	2		
	5.3	Barrage Ouljet Essoltane	Intervention	3		
	5.4	Barrage Sehb El Merga	Intervention	2		
6	Nettoyage des bureaux administratifs et locaux techniques des barrages					
	6.1	Barrage Michlifen	Intervention	2		
	6.2	Barrage Ouljet Essoltane	Intervention	3		
	6.3	Barrage Sehb El Merga	Intervention	2		
7	Débroussaillage et nettoyage du bassin amortisseur					
	7.1	Barrage Ait Moulay Ahmed	Intervention	2		
	7.2	Barrage Michlifen	Intervention	2		
	7.3	Barrage Ouljet Essoltane	Intervention	3		
8	Déblais en terrain de toute nature		M³	1100		
				Total en DH HTVA		
				TVA (20 %)		
				Total en DH TTC		

Arrêté le présent bordereau des prix formant détail estimatif à la somme de

.....

, Toutes Taxes Comprises.

AO n° : 35/ABHS/2021

Objet : Travaux de maintenance préventive des ouvrages de génie civil des barrages Ait Moulay Ahmed, Makrach, Michlifen, Ettine, Sehbi El Merga et Ouljet Essoltane

Montant du marché issu du présent AO :

..... toutes Taxes Comprises.

Dressé par :	Vérifié et présenté par :
Fès, le	Fès, le :
Lu et accepté par : Le Titulaire soussigné	
Fès, le	
Visé par : Le Contrôleur d'Etat de l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou	Approuvé par : Le Directeur de l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou
Rabat, le :	Fès le

ANNEXE

Fiche Synoptique du Barrage Ouljet Essoultane

Informations relatifs aux	Désignations	Caractéristiques
Situation	Province	Khémisset
	Type	Barrage poids en BCR
	Coordonnées Lambert	X=454900.00 Y=339850.00
Travaux de curage et nettoyage des voies d'accès	Type	Bicouche
	Longueur de la voie	2000 m
	Ouvrage à nettoyer	Fossé en béton, buse et regard
Travaux de curage et nettoyage des ouvrages de drainage	Type de l'évacuateur de crue	A seuil libre
	Longueur déversant	120 m
	Mode de restitution	Saut de Ski
	Longueur des caniveaux	Buses 20X20 tout le long de la crête
	Ouvrage à nettoyer	Chemin de câble, buse, caniveaux, bassin de dissipation et cuillère
Travaux de nettoyage des galeries	Longueur	600 ml
	Largeur	2,5 m
	Hauteur	3 m
	Ouvrage à nettoyer	Caniveaux, puisard, radier de la GPA et toit (extraction de la calcite) de la galerie
Travaux de nettoyage des corps des barrages en béton	Largeur en crête	8.00 m
	Longueur en crête	383.30 m
	Fuite aval (Gradin)	0.7 H/1V
	Volume du béton BCR	900000 m3
	Ouvrage à nettoyer	Crête, Gradins, Entrées des galeries- sur DP
Travaux de nettoyage des bureaux administratifs et locaux techniques des barrages	Bureau	120 m2
	Prise agricole-Prises d'eau potable	50 m2 + 200 m2
	Chambre de la vidange du fond	130 m2 + 90 m2 By-pass
Travaux de débroussaillage et nettoyage du bassin amortisseur	Type	Enrochement + plat forme
	Longueur	100 m
	Largeur	60 m
	Ouvrage à nettoyer	Plat forme en béton : Extraction des sédiments et déchets, végétations, arbustes

Fiche Synoptique du Barrage Michlifen

Informations relatifs aux	Désignations	Caractéristiques
Situation du barrage	Province	Ifrane
	Type	Barrage en béton cyclopéen et BCV à axe rectiligne
	Coordonnées Lambert	X =520 483,00 Y=321 490,00

Travaux de curage et nettoyage des voies d'accès	Type	Bicouche
	Longueur de la voie	1000 ml
	Ouvrage à nettoyer	Fossé en béton et en terre, buse, regard

Travaux de curage et nettoyage des ouvrages de drainage	Type de l'évacuateur de crue	Déversoir central à seuil libre
	Longueur déversant	15 m
	Mode de restitution	Saut de Skie
	Longueur des caniveaux	100 ml
	Ouvrage à nettoyer	Caniveaux, buse, regard et cuillère

Travaux de nettoyage des galeries	Longueur	200 ml
	Largeur	2.50 ml
	Hauteur	3 ml
	Ouvrage à nettoyer	Caniveaux, puisard, buse, radier et toit de la galerie

Travaux de nettoyage des corps des barrages en béton	Largeur en crête	3 ml
	Longueur en crête	200 ml
	Fruit aval (Gradin)	0.9 H/1V
	Volume du béton cyclopéen	75 000 m ³
	Ouvrage à nettoyer	Crête, caniveaux, gradins

Travaux de nettoyage des bureaux administratifs et locaux techniques des barrages	Bureau	90 m2
	Laboratoire	120 m2
	Chambre de la vidange du fond	20 m2

Travaux de débroussaillage et nettoyage du bassin amortisseur	Type	Remblai + enrochement+ plat forme
	Longueur	20 ml
	Largeur	20 ml
	Ouvrage à nettoyer	Plat forme en béton et en terre : Extraction des sédiments et déchets, végétations, arbustes

Fiche Synoptique du Barrage Makrach

Informations relatifs aux	Désignations	Caractéristiques
Situation du barrage	Province	Taounate
	Type	Digue en terre zonée
	Coordonnées Lambert	X =578 500.00 Y=423 100.00

Travaux de curage et nettoyage des ouvrages de drainage	Type de l'évacuateur de crue	Seuil libre type Créager RG
	Longueur déversant	25 m
	Mode de restitution	Saut de Skie
	Longueur des caniveaux	400 ml
	Ouvrage à nettoyer	Caniveaux, buse, bassin de dissipation et cuillère

Travaux de désherbage des corps des barrages en terre	Largeur en crête	7 ml
	Longueur en crête	187 ml
	Fruit aval et amont	2.5 H/1V
	Volume du barrage	100 340 m ³
	Dimension de la chambre de vidange du fond	5ml x 5ml x 5ml
	Ouvrage à nettoyer	Crête, parement amont et aval, chambre de VF, caniveaux

Fiche Synoptique du Barrage Ettine

Situation du barrage	Province	Ouazzane
	Type	Digue homogène
	Coordonnées Lambert	X =470 647.00 Y=456 053.00

Travaux de curage et nettoyage des ouvrages de drainage	Type de l'évacuateur de crue	Seuil libre
	Longueur déversant	25 m
	Mode de restitution	Saut de Skie
	Longueur des caniveaux	100 ml
	Ouvrage à nettoyer	Caniveaux, bassin de dissipation et cuillère

Travaux de désherbage des corps des barrages en terre	Largeur en crête	8.50 ml
	Longueur en crête	237 ml
	Fruit aval et amont	3.5 H/1V
	Volume du barrage	310 000 m ³
	Dimension de la chambre de vidange du fond	6ml x 4ml x 5ml
	Ouvrage à nettoyer	Crête, parement amont et aval, escalier chambre de VF, caniveaux

Fiche Synoptique du Barrage Ait Moulay Ahmed

Informations relatifs aux	Désignations	Caractéristiques
Situation du barrage	Province	Ifrane
	Type	Poids en BCR à axe rectiligne
	Coordonnées Lambert	X =491 062.94 Y=305 795.27
Travaux de curage et nettoyage des ouvrages de drainage	Type de l'évacuateur de crue	Evacuateur à surface libre
	Longueur déversant	40 m
	Mode de restitution	Saut de Skie
	Longueur des caniveaux	150 ml
	Ouvrage à nettoyer	Caniveaux, buse, regard et cuillère
Travaux de nettoyage des galeries	Longueur	150 ml
	Largeur	2.50 ml
	Hauteur	3 ml
	Ouvrage à nettoyer	Caniveaux, puisard, radier et toit (extraction de la calcite) de la galerie
Travaux de nettoyage des corps des barrages en béton	Largeur en crête	3 ml
	Longueur en crête	110 ml
	Fruit aval (Gradin)	0.8 H/1V
	Volume approximatif du BCR	22 600 m ³
	Dimension de la chambre de vidange du fond	4ml x 4ml x 5ml
	Ouvrage à nettoyer	Crête, chambre de la VF, caniveaux, escalier et gradins
Travaux de débroussaillage et nettoyage du bassin amortisseur	Type	Remblai + enrochement
	Longueur	30 ml
	Largeur	20 ml
	Ouvrage à nettoyer	L'extraction des sédiments, végétations, arbustes

Fiche Synoptique du Barrage Sehb El Merga

Informations relatifs aux	Désignations	Caractéristiques
Situation du barrage	Province	Boulemane
	Type	Barrage poids en BCR et BCV à axe rectiligne
	Coordonnées Lambert	X =540.826 Y=306.694
Travaux de curage et nettoyage des ouvrages de drainage	Type de l'évacuateur de crue	Déversoir central à seuil libre
	Longueur déversant	40 m
	Mode de restitution	Saut de Skie
	Longueur des caniveaux	100 ml
	Ouvrage à nettoyer	Caniveaux, buse, regard et cuillère
Travaux de nettoyage des galeries	Longueur	400 ml
	Largeur	2.50 ml
	Hauteur	4 ml
	Ouvrage à nettoyer	Caniveaux, puisard, radier et toit (extraction de la calcite) de la galerie
Travaux de nettoyage des corps des barrages en béton	Largeur en crête	5 ml
	Longueur en crête	480 ml
	Fruit aval (Gradin)	0.8 H/1V
	Volume du BCR	47 000 m ³
	Volume du BCV	22 000 m ³
	Dimension de la chambre de vidange du fond	4ml x 4ml x 5ml
	Dimension de deux chambres des groupes électrogènes	8 ml x 4 ml x 4 ml
	Ouvrage à nettoyer	Crête, caniveaux, gradins
Travaux de nettoyage des bureaux administratifs et locaux techniques des barrages	Bureau	100 m ²
	Laboratoire	55 m ²
	Chambre des groupes électrogènes du barrage	40 m ²
	Local des groupes électrogènes du forage	40 m ²

NB : Les dimensions (Longueur, largeur et hauteur) sont approximatives et peuvent y avoir une légère différence par rapport à celles réelles. Les informations relatives aux ouvrages concernés par les travaux de maintenance préventive sont données à titre indicatif. Les informations réelles peuvent être légèrement différentes par rapport aux informations ci-dessus. Le titulaire pourra visiter tous les barrages objet du marché issu du présent appel d'offres et ne peut en aucun cas élever de réclamation vis-à-vis une connaissance insuffisante des lieux d'exécution des travaux.